

Le budget—M^{lle} Nicholson

[Traduction]

M. Suluk: Monsieur le Président, j'invoque le Règlement au sujet de l'intervention du député de Bourassa (M. Rossi) à propos de ce qu'il m'accuse d'avoir dit pendant la période des questions. Si ces remarques apparaissent au compte rendu, je consentirai peut-être à faire ce qu'il demande. Toutefois, si ces remarques n'y figurent pas, je me demande pour quel motif il soulève cette question. Comme il s'agit d'un ancien chef de police, il est possible qu'il s'y connaisse fort bien en matière d'intimidation, car c'est à mon avis à cela que se ramène sa question de privilège. Toutefois, connaissant le souci de civilité de la présidence dans nos délibérations, je m'en remettrai à votre décision à cet égard.

M. Turner (Ottawa-Carleton): A l'ordre. De quoi s'agit-il?

M. Rossi: C'est vous le Président?

M. Turner (Ottawa-Carleton): Et vous?

[Français]

M. Rossi: Monsieur le Président, je n'accepterai même pas ces dernières allégations concernant les policiers, parce que le corp policier dont je faisais partie est reconnu comme étant le meilleur corps policier sur le continent américain, et je n'accepterai jamais qu'en cette Chambre des députés disent: mafia, mafioso. Même si ce n'est pas rapporté dans les bleus, monsieur le Président, il y a trois personnes qui l'ont entendu en arrière ici. Je n'accepterai jamais, au nom de l'origine italienne, qu'on appelle qui que ce soit: mafioso.

[Traduction]

M. le vice-président: Je vais réfléchir à cette question et je rendrai une décision le plus rapidement possible.

Le député de Kenora-Rainy River (M. Parry) invoque la question de privilège.

ON S'EXCUSE DE NE PAS AVOIR ÉTÉ À LA CHAMBRE À LA
REPRISE DE LA SÉANCE

M. John Parry (Kenora-Rainy River): Monsieur le Président, avec votre indulgence et celle des députés, j'invoque le Règlement pour m'excuser, notamment auprès des députés gouvernementaux, de n'avoir pas été de retour quand la Chambre a repris sa séance à 16 h 30, pour répondre aux questions qui m'auraient été adressées ou écouter les commentaires sur le discours que j'ai fait à propos du budget. Ce retard est dû au fait que j'assistais à la cérémonie des obsèques de feu T. C. Douglas. Jamais je ne ferais délibérément à la Chambre un discours que je ne serais pas prêt à défendre. Je demande aux députés du côté du gouvernement de m'excuser de ne pas avoir été là pour entendre leurs commentaires ou leurs éventuelles questions.

M. le vice-président: Reprise du débat. La députée de Trinity (M^{lle} Nicholson).

* * *

BUDGET

L'EXPOSÉ FINANCIER DU MINISTRE DES FINANCES

La Chambre reprend l'étude de la motion de M. Wilson (Etobicoke-Centre): Que la Chambre approuve la politique budgétaire générale du gouvernement; ainsi que de l'amendement de M. Johnston (p. 11006) et du sous-amendement de M. Riis (p. 11009).

Mlle Aileen Nicholson (Trinity): Monsieur le Président, je suis heureuse de cette occasion de participer à ce débat sur le budget. Ce que je regrette sincèrement, c'est qu'il y ait si peu de choses positives à dire sur ce budget. J'espérais qu'après avoir vu les réactions à son premier budget, le gouvernement essaierait dans celui-ci d'atténuer un peu les dégâts qu'il avait faits. Je préférerais de beaucoup pouvoir féliciter le gouvernement d'avoir comblé le fossé qu'il a creusé entre les riches et les pauvres au Canada, ou pouvoir discerner dans le budget un plan économique cohérent révélant que le gouvernement possède un programme réaliste et réalisable de croissance économique au Canada. Je ne puis malheureusement faire ni l'un ni l'autre.

Nous trouvons essentiellement dans le budget encore et toujours la même chose: les familles et les particuliers à revenus faibles et moyens se voient coller encore plus de taxes venant s'ajouter à celles qu'ils paient déjà à la suite du budget de l'année dernière, tandis que les riches et les sociétés s'en tirent virtuellement indemnes. Pourquoi le gouvernement a-t-il décidé de se répéter ainsi? Est-ce parce qu'il voit une source facile de revenus dans ses ponctions fiscales exercées sur les Canadiens à revenus moyens, une source assurée de revenus qui est vraiment trop tentante pour ne pas l'exploiter? Cela explique peut-être en partie pourquoi le gouvernement se tourne encore une fois vers les contribuables moyens pour en tirer les deux tiers des revenus qu'il compte recueillir cette année.

Je crois percevoir également, bien que j'espère me tromper à cet égard, une sorte de pari cynique dans les mesures que prend le gouvernement en empilant les taxes et en les répartissant entre les contribuables sans égard à leurs moyens de payer. Le gouvernement compte-t-il sur la résignation des contribuables et leur acceptation de ces mesures sans que n'émerge une opposition organisée? Dans ce contexte, la remise de la taxe de vente pour les contribuables dont le revenu est inférieur à \$15,000 par année, le paiement anticipé du crédit d'impôt-enfants pour les mêmes et la hausse des pensions d'invalidité apporteront un certain soulagement. Toutefois, ces mesures seront loin de suffire à compenser ces contribuables pour ce que leur feront perdre les impôts plus élevés et la désindexation.

● (1710)

Nous pouvons voir dans ces mesures secondaires ou bien un indice de la conscience sociale sous-développée des conservateurs ou bien une tentative cynique d'étouffer toute velléité d'opposition aux hausses discriminatoires d'impôt du gouvernement.

Quand on compare ses deux budgets, on constate que le gouvernement compte de plus en plus sur le contribuable à revenus moyens pour accroître ses recettes fiscales. Même compte tenu des modestes mesures d'allègement prévues au budget, le chef de famille monoparentale de deux enfants avec un revenu de \$15,000 paiera plus de \$300 de plus en impôt par suite des budgets conservateurs. Grâce à cette ponction dans les poches des contribuables, le gouvernement pourra déverser près de 3 milliards de plus dans ses coffres d'ici la fin de la décennie; par ailleurs, les recettes provenant des sociétés baisseront à moins de 300 millions. Voilà le genre de justice que l'on trouve dans un budget conservateur; le gouvernement prend 3 milliards aux particuliers et 300 millions aux sociétés.